

Intervention 16 mars 2023 (devant la Sous-Préfecture)

UL CGT Arles

Depuis janvier, des millions de personnes ont manifesté contre une réforme des retraites insupportable.

Le gouvernement, affaibli et incapable de justifier ce nouveau cadeau au capital, décide de répondre par la violence. En l'organisant lui-même, comme à Rouen hier, avec une charge des forces de l'ordre contre des enseignants.es, en n'assurant pas la sécurité des manifestants.es comme à Belle-Île-en-mer où une voiture a foncé sur les manifestants.es, comme dans le Nord où des camarades se sont vus raflés par la police en pleine manif sur les retraites car ils se battent également contre la fermeture de leur entreprise.

Dans le département, ce matin, jour de vote à l'Assemblée de la réforme des retraites, encore 4 de nos camarades de l'Énergie dont le Secrétaire Général du Syndicat Énergie Marseille et membre de la direction de l'UD se sont fait interpellé chez eux, 6 ont été placés en garde à vue, 2 camarades en sont sortis, 4 sont actuellement auditionnés au commissariat de police du 15^{ème} à Marseille.

La brutalité et la force ne seront jamais la solution et nous n'y céderons pas.

Au-delà de notre soutien aux camarades **redisons le haut et fort le gouvernement doit répondre par le dialogue aux revendications ultra majoritaires des travailleuses et travailleurs en commençant par le retrait du projet de loi.**

Nous le savons, le gouvernement Macron/ Borne a déclenché le 49-3 pour faire adopter sans vote la réforme des retraites !

Une loi brutale, injuste et rejetée par 9 travailleurs et travailleuses sur 10.

Un passage en force qui doit trouver une réponse à la hauteur de leur mépris de la démocratie, de leur morgue !

Une seule réponse s'impose la mobilisation et les grèves doivent s'amplifier.

C'est ce que portera la CGT à l'intersyndicale nationale ! c'est le moment de lever la tête, pour y aller tous ensemble. Une seule solution le retrait !!!

Hier nous avons construit à Arles comme dans tout le pays de très fortes mobilisations.

Des grèves fortes dans de nombreux secteurs et une participation une nouvelle fois exceptionnelle aux manifestations proposées par l'intersyndicale.

Plus de 1 700 000 manifestants recensés dans plus de 250 manifestations.

Il est important de rappeler que dans de nombreux secteurs les luttes et les mobilisations se sont développées et multipliées ces dernières années pour combattre les politiques du gouvernement et du patronat qui n'ont cessé de vouloir abolir nos conquêtes sociales et plonger le monde du travail dans la précarité.

Ces luttes sont celles des fonctionnaires comme ceux des hôpitaux, de l'éducation nationale, de tous les agents des collectivités territoriales, celles des énergéticiens, des cheminots qui se battent pour leurs conditions de travail, pour un service public répondant aux besoins de tous et contre toutes les privatisations.

Ces luttes ce sont celles des jeunes, des salariés du privé et du public, des retraités qui revendiquent des augmentations de bourses, de salaires, de traitements et de pensions pour pouvoir vivre dignement dans un contexte où la spéculation explose, l'inflation galope, les prix de l'énergie sont multipliés par 4, par 5 et bientôt par dix.

Ces luttes ce sont celles du monde du travail qui se bat contre la casse de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, contre les fermetures de nos industries.

Ces luttes témoignent de la détermination de toutes et tous de s'opposer aux politiques anti sociale du gouvernement et du patronat qui plongent des pans entiers de la population dans la précarité et la misère.

Elles témoignent de l'exigence d'une autre répartition des richesses quand en toute indignité 70 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC 40 pour la seule année 2022 en toute complicité avec le gouvernement qui généralise la régression sociale.

Alors que les dividendes des actionnaires explosent, que la fortune des milliardaires a davantage augmenté depuis le début de la pandémie qu'en une seule décennie, ou encore que les spéculateurs de guerre voient leurs profits continuer de croître, les besoins sociaux ne sont plus garantis.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a lancé une énième réforme inique des retraites, le recul de l'âge à la retraite aura pour conséquence de baisser le niveau des pensions et donc d'ouvrir notre système de retraite à la capitalisation où seul ceux qui auront les moyens pourront y souscrire.

Gouvernement et patronat veulent les mettre en pièce partout pour améliorer encore les rentes du capital contre le travail.

Il s'agit bien là de choix politique car l'argent existe pour répondre aux revendications.

Nous avons tous la responsabilité de ne rien lâcher pour exiger l'arrêt total des exonérations de cotisations sociales qui financent nos retraites !

Redisons-le, elles étaient estimées à 75 milliards d'euros pour l'année 2022.

S'y ajoutent au moins 10 milliards de manque à gagner du fait des exonérations de certains modes de rémunération comme l'intéressement et la participation.

Le lien est donc évident à faire entre la fin de l'austérité salariale et le financement des retraites, c'est pourquoi nous revendiquons à la fois la retraite à 60 ans, 55 ans pour les métiers pénibles, et à la fois l'augmentation des salaires avec une grille salariale démarrant à 2 000 € pour le SMIC.

Ce gouvernement a choisi l'épreuve de force et la provocation face à une opinion majoritairement contre son projet, face aux mobilisations et à des grèves de plus en plus généralisées, comme dans les secteurs de la pétrochimie, des cheminots, des ports et docks, des marins, des énergéticiens par exemple.

Avec le 49-3, leur passage en force ne change rien à notre détermination. Bien au contraire celle-ci doit encore s'amplifier.

Non, nous ne céderons pas, nous allons continuer à porter l'exigence du retrait de la loi.

Il est de la responsabilité de notre organisation syndicale d'être à l'offensive, le syndicalisme, l'intersyndicale porte aujourd'hui une responsabilité importante !

L'heure n'est pas à l'hésitation !

Les motifs d'insatisfaction et les raisons d'exprimer notre colère ne manquent pas.

Alors oui, la mobilisation plus forte, plus soutenue, plus tenace est nécessaire, impérative même. La CGT vous y invite.

Oui d'autres choix sont possibles, pour le progrès social, pour la réponse aux besoins sociaux,

Alors poursuivons avec confiance et avec toute la détermination dont nous savons faire preuve !

Continuons, d'arrache-pied, à informer et convaincre les salariés, retraités et chômeurs de la nocivité des attaques conjointes du patronat et du gouvernement, que d'autres choix sont possibles pour plus de justice sociale.

Faisons grandir, avec eux, encore et encore, la mobilisation d'aujourd'hui.

C'est urgent et c'est possible !!!!